

Une question de bonne compagnie

Serge Bouchard et Sylvie Vincent

Volume 8, numéro 3, 1984

Comprendre et modifier

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/006215ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/006215ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (imprimé)

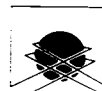
1703-7921 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Bouchard, S. & Vincent, S. (1984). Une question de bonne compagnie. *Anthropologie et Sociétés*, 8(3), 9–27. <https://doi.org/10.7202/006215ar>

UNE QUESTION DE BONNE COMPAGNIE



Serge Bouchard et Sylvie Vincent
Centre de recherche et d'analyse en
sciences humaines (ssDcc inc.)¹
Montréal

Il est fâcheux de s'arrêter à ces bagatelles;
mais il y a des temps de niaiser.

Pascal

▣ Préambule

Il n'entre pas dans la coutume du monde des affaires de raconter quelque histoire que ce soit. Nous serions portés à croire que lorsque tout va bien pour une firme, il est superflu voire malvenu pour elle de faire un exposé sur un succès dont la recette aurait avantage à demeurer secrète. Et si tout va mal, il n'est pas de mise de le crier sur les toits : dans ce monde, la faute est grave et l'échec impardonnable.

En réalité toute firme a pour objectif général et universel d'être financièrement rentable et d'assurer ainsi sa propre continuité et le bien-être de ses membres. Ne pas être rentable c'est ne pas être et même si, naïvement, nous estimons parfois que le simple fait de maintenir une firme en vie relève du tour de force, ce sont des considérations qui n'intéressent pas grand monde.

Plus que par son existence une firme s'identifie par ses produits : y fabrique-t-on des bottines, des tracteurs, y offre-t-on des services, du savoir-faire, du bonheur à bon marché ? Mais à ce titre non plus les firmes n'ont ni histoire ni mensonge à raconter. Elles s'expriment par ce qu'elles créent et chacun est libre d'acheter ou non, de critiquer par devant ou par derrière, de concurrencer au besoin.

¹ *Le Centre de recherche et d'analyse en sciences humaines* est une firme qui offre des services d'animation, d'enseignement, d'évaluation et, comme son nom l'indique, d'analyse et de recherche dans différents domaines des sciences humaines. Cette firme, probablement unique en son genre au Québec, regroupe une douzaine de personnes dont plusieurs anthropologues. Quatre de ceux-ci y sont employés à plein temps : Alain Bissonnette, Serge Bouchard, Jean-René Proulx et Sylvie Vincent.

Une firme donc n'a rien de particulier à dire. Elle travaille à livrer sa marchandise et, quand il lui reste un peu de temps, elle fait ses comptes, privément. Voilà pourquoi le *Centre de recherche et d'analyse en sciences humaines* (ssDcc inc.) ne dira rien. Ceux qui s'expriment ici sont deux anthropologues dont la réflexion sur la recherche dans un cadre semblable mérite probablement d'être prise en considération. Avec d'autres nous avons en effet contribué, depuis près de quatre ans, à mettre sur pied et à assurer la survie d'une firme en anthropologie. Nous marquons ici un temps d'arrêt afin de témoigner de cette expérience².

Les questions à traiter sont nombreuses et nous n'en envisagerons finalement qu'une infime partie. Négligeant par exemple les questions d'argent et d'administration auxquelles nous fûmes confrontés en tant qu'individus et dans le domaine desquelles il a fallu apprendre sur le tas (tas de misères et non d'or), négligeant aussi les problèmes de formation anthropologique et de recrutement de jeunes anthropologues sur lesquels il y aurait beaucoup à dire, nous avons préféré circonscrire notre témoignage à quelques domaines précis.

Ils sont au nombre de cinq. Le premier tient à la nature des produits que nous vendons. Pour traiter de cette question nous n'avons rien trouvé de mieux que de dresser le portrait actuel de la firme au chapitre de ses activités contractuelles.

Le deuxième domaine est celui du type d'anthropologie que nous faisons et de la place qu'occupe la recherche dans nos opérations quotidiennes.

De là, nous passerons aux dangers que l'on croit inhérents au travail qui se fait dans le cadre de firmes mais qui, en réalité, guettent les sciences humaines dans leur ensemble : la facilité, voire même la médiocrité (ce qu'il ne faut pas confondre avec l'inutilité sur laquelle nous reviendrons plus loin). Tout en évoquant le type de rapport que nous entretenons avec nos « clients », nous examinerons les balises que nous nous donnons pour minimiser ces risques de notre métier.

Nous étant demandé qui juge de la valeur de cette anthropologie nous arriverons directement au quatrième domaine qui est celui de l'éthique. Il s'agira moins alors d'éthique professionnelle que de simple conscience sociale. Il est généralement admis en effet, à priori et sans examen particulier, qu'une recherche qui est « vendue » l'est jusqu'à la moelle et que le chercheur qui patauge dans ces eaux là finit toujours par se salir les mains, même à son corps défendant. Verdict de bande dessinée, trop confortable

² Nous aimerions remercier ceux dont les commentaires virulents et les suggestions positives nous ont permis de rectifier plus d'un point de cet article : Alain Bissonnette, Michel A. Bouchard, Carole Lévesque et Jean-René Proulx. Alain Bissonnette a également contribué aux réflexions qui ont précédé la rédaction du texte. Inutile d'ajouter que ces personnes ne sont en rien responsables des scories qui pourraient subsister dans ce dernier.

pour ne pas être suspect, mais dont nous devons bien faire notre point de départ puisque s'y cramponnent encore au Québec et ailleurs plusieurs fleurons de la critique intellectuelle.

Finalement nous aborderons des questions relatives aux plaisirs et aux embûches du cadre dans lequel nous avons choisi d'être anthropologues. Nous traiterons d'usure et de non recyclage, de notre liberté qui reste relativement grande malgré tout, dont celle de choisir ceux qui nous accompagnent dans notre entreprise, bref de tous ces ingrédients qui font qu'en nous disant membres de ssDcc nous définissons certes une affiliation, une profession et des états de compte mais aussi un mode de vie.

▣ **Nature des activités de la firme et domaines où elles s'exercent**

On se demande souvent ce que peuvent bien faire les « consultants en sciences humaines » et ce halo de mystère contribue largement à créer l'image du consultant vendu au « pouvoir » comme en d'autres temps on se vendait au diable. Nous allons donc mettre fin à ce secret en exposant tout bonnement les contrats que nous venons de terminer ou sommes en train d'exécuter en cette année 1984, et nous examinerons plus loin la nature de nos liens avec nos « clients ».

Tout d'abord, et contrairement à ce que l'on imagine, même en ne travaillant pas dans un cadre universitaire ou collégial on ne se débarrasse pas si facilement de l'enseignement. L'anthropologie s'avère utile en d'autres lieux. C'est ainsi par exemple que nous offrons au personnel de la Sûreté du Québec, à des enseignants du primaire et du secondaire, à des travailleurs parajudiciaires, des sessions de sensibilisation à l'histoire et aux revendications autochtones. Ces cours s'adressent à ceux qui, dans toutes les régions du Québec, sont appelés à intervenir en milieu amérindien et inuit.

Pour les professeurs d'histoire et de géographie du secondaire, nous avons produit une bibliographie sélective commentée intitulée : *Pour parler des Amérindiens et des Inuit* (Bouchard et Vincent 1982). Objectif : permettre à tout enseignant de trouver rapidement sur l'histoire et les cultures autochtones du Québec, des références pertinentes à chacun des thèmes de son programme. Une version anglaise – à partir de références différentes – sera terminée en juin 1984. En outre, et plus particulièrement pour les cours d'Histoire du Québec et du Canada (Secondaire IV) nous préparons actuellement un guide pour le professeur et un manuel pour l'élève. Ces documents sont destinés à fournir des données et une interprétation renouvelées de l'histoire des échanges entre Amérindiens et les Occidentaux.

Toujours dans le domaine de l'enseignement, nous travaillons actuellement à la conception d'un programme d'introduction aux réalités amérindiennes dans les domaines historique, culturel, économique, juridique et politique. Ce cours s'adressera aux élèves montagnais qui termineront leur

secondaire dans la future école de Betsiamites. Mentionnons enfin la production de problématiques sur l'éducation en milieu autochtone ou transculturel, la rédaction de réflexions sur la notion de variabilité culturelle à l'usage des enseignants du primaire et cela donnera une idée de nos activités dans le domaine de l'enseignement et de l'éducation.

On aura constaté que nous touchons assez souvent à l'histoire et c'est en effet un domaine dans lequel nous réalisons des contrats. Mentionnons à ce propos un bilan des recherches ethnohistoriques effectuées sur les populations autochtones du Québec que nous produisons actuellement pour le ministère des Affaires culturelles.

Un autre champ de nos activités pourrait s'intituler : étude de la relation entre les grands projets de développement et de planification d'une part, les communautés et les régions d'autre part. Nous avons réalisé, par exemple, dans le cadre d'un contrat avec la Société d'Énergie de la Baie James, une étude des répercussions sociales et économiques du détournement de la Caniapiscou telles que perçues et exprimées par les Inuit de Kuujuaq. Il s'agit de tenir un meilleur compte des opinions et des priorités des communautés qui, comme chacun sait, s'opposent souvent à celles des planificateurs gouvernementaux et de faire valoir auprès de ces derniers des concepts qui leur sont généralement étrangers parce qu'anthropologiques.

Ces différents travaux auront occupé, pendant environ un an, 5 personnes à temps plein, 2 à mi-temps ou presque et 5 autres de façon plus ponctuelle. Ils auront été effectués pour le compte de ministères (Affaires indiennes et du Nord, Éducation, Affaires culturelles) d'institutions para-publiques (Sûreté du Québec, SEBJ), d'organismes autochtones (Conseil de bande de Betsiamites, Naskapi-Montagnais Innu Association, Commission scolaire Crie). La liste de ceux pour qui nous avons travaillé pourrait s'allonger, mais disons que les institutions énumérées ici constituent un échantillon représentatif de ceux qu'il est convenu de nommer nos « clients ».

Les tendances sont évidentes : le monde de l'éducation et les réalités autochtones sont à l'honneur. Il est difficile pour nous de décrire avec précision le marché de l'anthropologie dans son ensemble. Il est sûr qu'il existe une demande dans l'univers « amérindianiste ». Mais nous savons aussi que tout marché se crée et que les travaux que nous effectuons dans le cadre de la firme tiennent aux spécialisations de ceux qui sont le plus impliqués dans la direction des recherches. Le champ de nos possibilités est loin d'être fermé. Nous pourrions ouvrir des volets différents dans le domaine des réalités amérindiennes (droit coutumier, tradition orale, par exemple), aborder des domaines identiques en milieu québécois ou canadien (certains secteurs du monde du travail au « Sud »), déboucher éventuellement sur la scène internationale ou au contraire nous spécialiser de plus en plus dans des secteurs déjà entrouverts comme la recherche en ethnohistoire ou les travaux de vulgarisation et de sensibilisation destinés à des publics traditionnellement fermés aux « intellectuels ».

Il est évident que nous avons fait des choix en éliminant des champs entiers de recherche afin de nous concentrer sur ce qui nous intéressait le plus. Il est évident aussi qu'il n'y a rien dans tout cela qui puisse dépayser un anthropologue. Ayant cerné les domaines dans lesquels nous exerçons nos activités, nous tenterons maintenant de voir dans quelle mesure nous faisons de la recherche et quel type d'anthropologie nous avons privilégié jusqu'ici.

☐ De l'anthropologie à l'ouvrage

À l'instar de nos collègues universitaires ou non, nos contrats ont exigé de nous de l'enseignement, de l'administration, la constitution et la coordination d'équipes de recherche, des séjours sur le terrain, de la compilation de données, de la lecture, de la réflexion, de l'analyse, de l'interprétation, de la rédaction, l'obligation de défendre nos rapports, de l'énervement, de la tension, des plaisirs, etc., bref, rien de bien nouveau si ce n'est qu'en travaillant sur trois ou quatre contrats en même temps on peut s'offrir tout cela en une seule semaine.

Plus sérieusement on peut se demander quelle est la part de recherche qui s'accomplit dans une firme telle que la nôtre. Dans quelle mesure roulons-nous sur de vieux acquis, dans quelle mesure pouvons-nous nous consacrer à la collecte de données nouvelles et à leur analyse. C'est un problème quotidien pour des gens qui veulent à la fois faire de la recherche et en vivre. Car la recherche ne paie pas vraiment, du moins pas à court terme, on peut même dire qu'elle coûte cher. Et pourtant elle est indispensable. Une entreprise comme ssDcc n'est viable que si elle réussit à maintenir un équilibre entre l'acquisition de données, de réflexions, d'expériences et leur exploitation ou leur transmission sous quelque forme que ce soit (consultation, enseignement). La recherche alimente la consultation et l'enseignement qui doivent à la fois faire vivre la firme et subventionner de nouvelles recherches. Et ainsi tournerait idéalement et harmonieusement la roue de nos activités mais on ne peut pas dire que nous ayons atteint vraiment ce rythme régulier qui nous permettrait d'aller et venir sans arrière-pensée de la recherche à sa mise en valeur.

Le Centre de recherche et d'analyse en sciences humaines livre en réalité plusieurs types de produits que l'on pourrait classer en outils de travail, synthèses, évaluations et recherche. Examinons-les brièvement l'un après l'autre.

Par outils de travail, entendons par exemple des bibliographies. Nous en avons établi plusieurs. Il s'agit là d'opérations laborieuses, relativement mécaniques qui peuvent se faire à partir d'expériences déjà acquises et ne comportent pas d'autres surprises que celles d'être toujours plus longues qu'on ne les avait imaginées.

Les synthèses que nous avons produites et produisons s'appellent cours pour la Télé-université, manuel sur l'histoire des Amérindiens, programme pour les élèves montagnais, cours de sensibilisation pour les policiers, bilan des études ethnohistoriques. Ici l'effort de réflexion est plus grand, la manipulation des données plus complexe, la rédaction prend une place importante, mais il ne s'agit en somme que d'analyser ou de réinterpréter des données déjà recueillies pour la plupart. Dans ce cas, ce qui est exigeant c'est la forme sous laquelle nous devons livrer ces données car elle doit être toujours nouvelle et demande que nous ayons des capacités d'adaptation et d'innovation. Adaptation aux besoins et aux sous-cultures des usagers de ces synthèses, innovation dans la présentation qui doit être claire sans être simpliste, brève sans être expéditive, etc.

L'évaluation consiste à tirer parti de connaissances déjà acquises et d'analyses déjà faites, à les appliquer à des situations différentes : nous avons évalué des programmes scolaires, des projets de développement, des rapports de recherche ... Ce sont des opérations ponctuelles, rapides, mais qui mettent à contribution souvent des années de travaux variés.

Produire des outils de travail, des synthèses et des évaluations, cela suppose que l'on s'alimente parfois en données, méthodologies, interprétations nouvelles. En réalité, aucune opération n'est dépourvue de recherche. Nulle synthèse n'est possible sans que soient glanées des informations complémentaires, nulle évaluation ne se fait sans ajouter de nouvelles lectures théoriques à celles que l'on possède déjà. Même la production de bibliographies suppose la maîtrise de nouvelles informations et, pour les ordonner, celle d'un cadre théorique. Mais ces opérations ne peuvent se suffire à elles-mêmes. Vient le moment où il faut retourner sur le terrain, explorer un champ théorique jusque là à peine effleuré et les contrats qui permettent ce genre de choses sont à privilégier. Nous n'en donnerons que deux exemples récents : celui de l'étude effectuée à Kuujuaq pour la SEBJ et celui du bilan d'ethnohistoire pour le ministère des Affaires culturelles.

Dans le premier cas, la technique de collecte que nous avons appliquée est simple; il s'agit de la méthode ethnographique classique : séjour relativement prolongé sur le terrain (2½ mois) observation participante, conversations, entrevues en profondeur qui ont ensuite été transcrites et traduites, journal quotidien des observations, etc. L'analyse a été faite en répartissant les éléments du discours entre les thèmes qui revenaient assez souvent pour s'imposer comme pertinents. La méthodologie donc n'a rien de nouveau, mais les données en ont. Et, bien que le tout ne représente que les premières étapes d'une véritable analyse anthropologique du discours, il faut saluer ici le fait qu'elles aient pu être réalisées dans le cadre d'un contrat. Cela signifie que l'idée de l'ethnographie et de sa pertinence fait son chemin doucement à l'intérieur d'institutions qui n'ont rien d'universitaire. Il faut en féliciter les anthropologues qui travaillent dans ces institutions et ceux qui ont à cœur de promouvoir la recherche quel que soit le contexte de leurs travaux.

Le bilan en ethnohistoire est un exemple de ces contrats qui demandent à la fois la production d'outils de travail, celle de synthèses, d'évaluation et de recherche. Il aurait pu et il aurait dû contenir un important volet qui aurait été une évaluation critique des méthodes d'analyse et d'interprétation utilisées par ceux qui écrivent l'histoire des Autochtones. Cette critique aurait exigé que soient assimilés les travaux effectués sur cette histoire, ainsi que les réflexions méthodologiques variées qui agitent le milieu de l'ethnohistoire américaine. Elle aurait donc impliqué un recyclage théorique dans un champ bien déterminé avec en toile de fond des questions comme celles-ci : l'ethnohistoire au Québec se préoccupe-t-elle davantage de chronologie que de processus culturels, est-elle influencée par les courants qui ont marqué l'anthropologie québécoise au cours des 15 dernières années, comment intégrer la tradition orale aux sources de l'histoire autochtone, etc. Bref, des questions que, de l'extérieur, on n'imagine peut-être pas que l'on puisse se poser dans le cadre d'une recherche « vendue ».

Si, dans le premier cas, notre contrat prévoyait un séjour dans la communauté suffisant pour recueillir les données, dans le second, nous nous sommes faits déborder justement par la cueillette des données elles-mêmes et la production d'outils de référence et n'avons pas eu le temps d'effectuer une recherche théorique véritable. C'est dire que, dans le cadre d'une firme, la recherche théorique ne va pas de soi, qu'il faut même parfois que ses membres la subventionnent à coup de temps et de dépenses supplémentaires.

Il est difficile de chiffrer avec précision la part que prend la recherche dans les contrats de ssDcc mais nous pouvons dire que, même si elle est omniprésente dans nos travaux, elle n'est pas aussi développée que nous le souhaiterions et n'atteint pas toujours les niveaux que nous voudrions lui voir prendre. Comme l'écrit Bouquiaux dans un autre contexte, celui des laboratoires du CNRS,

La recherche c'est finalement ce qu'on fait quand on a satisfait aux autres obligations.

Bouquiaux 1982: 169

Nous reviendrons dans le dernier point sur cet aspect de l'aventure que nous tentons depuis bientôt quatre ans.

C'est une aventure que nous définissons comme anthropologique, mais encore faudrait-il se demander de quelle anthropologie il s'agit. Elle est évidemment influencée par différents courants selon les chercheurs et les contrats impliqués mais on peut dégager des travaux que nous avons faits, et surtout de ceux que nous avons refusé de faire, des tendances générales. Tout d'abord il semble évident que nous privilégions toute approche qualitative et que, du moins pour les signataires de cet article, il n'est pas question de se lancer dans des études socio-économiques basées sur l'analyse de données statistiques. Ensuite, sans doute influencés par l'ethnoscience et le structuralisme, bien que nous n'en appliquions pas à la lettre les différentes méthodes, nous sommes fascinés par la cohérence et les incohérences

du discours de toute société sur elle-même, sur les autres, sur son environnement, son passé et son avenir. Ne maîtrisant pas les langues autochtones nous sommes pourtant convaincus que bien peu reste à comprendre d'une culture si l'on ne passe pas par sa langue pour découvrir les catégories qui y sont opérantes. Que ce soit quand il s'agit de saisir les doléances des Inuit de Kuujuaq à la suite du détournement de la Caniapiscau ou de réfléchir à l'adaptation des programmes scolaires pour les Cris et les Montagnais, que ce soit pour enseigner aux policiers ou pour s'interroger sur la place de la tradition orale comme source de l'histoire, nous avons toujours recours, et souvent moins que nous voudrions en avoir le temps, aux catégories autochtones : quelle est la place du saumon dans la classification inuit de la faune, comment le temps et le passé sont-ils conçus dans les cultures algonquiennes, quelle est l'image de l'Amérindien véhiculée par les policiers du Québec, comment la reconstitution du passé s'insère-t-elle dans la construction de l'univers mental tant des Autochtones que des Occidentaux.

Tous les anthropologues n'opèrent pas sur ce genre de terrain mais cette approche des questions qui nous sont posées est certainement anthropologique. De plus, comme la plupart des anthropologues, nous sommes intermédiaires et interprètes, agents d'explication d'une culture et d'une sous-culture à l'autre, à telle enseigne qu'il nous faut souvent prendre connaissance en premier lieu des catégories de nos « clients ».

☐ Baliser les risques du métier

La plupart du temps quand un ministère ou un organisme quelconque s'adresse à nous, il ne s'interroge pas sur notre cadre théorique. Il a un problème à résoudre et nous demande de nous en occuper. Parfois il a déjà tâté des méthodes quantitatives utilisées par certains de nos collègues et les a trouvées non satisfaisantes, parfois il sait que le point de vue des communautés n'a pas été pris en considération, parfois il ne cherche qu'une sorte d'honnêteté intellectuelle et des approches différentes. Il y a déjà plusieurs années, Stanislav Andreski publiait ce qui demeure l'un des meilleurs pamphlets que l'on ait écrit sur la faiblesse des sciences humaines³. Il y traitait de la fumisterie, des méthodologies simplistes, de l'impertinence, de la stérilité, de la multiplication des intellectuels minables, du dogmatisme, de la bureaucratisation et de la centralisation, de la complaisance envers les jargons pseudo-scientifiques (Andreski 1972). Il aurait pu ajouter la facilité dans la dénonciation des injustices et la boucle aurait été bouclée.

Il est évident que la firme se trouve en excellente position pour tomber dans tous ces travers. Comment s'en garder et risquons-nous de nous y

³ À ce chapitre, le constat du *Magazine littéraire* à propos de la crise dans les sciences molles n'apporte rien de vraiment nouveau; cela donne une couleur locale tout au plus à un problème généralisé, plus encore, identifié depuis au moins 20 ans aux États-Unis et au Québec.

engouffrer aussi facilement que nos collègues qui enseignent dans des universités ou travaillent au sein de différents organismes publics et parapublics ? Tout d'abord il faut dire que si nous produisons beaucoup, il s'agit non pas d'articles, de conférences ou de livres auxquels ont accès tous ceux que cela intéresse, mais de rapports qui souvent n'aboutissent que sur les tables et parfois les tablettes de ceux qui nous les ont demandés. Bien sûr on nous verra apparaître à un congrès ou à un autre, nous siégeons sur des comités de revues anthropologiques mais il ne s'agit pas là de notre milieu naturel. Dans notre jungle quotidienne nous sommes seuls avec nos « clients ». Parfois ce « client » emploie un anthropologue et il faut doublement savoir gré à ceux qui ont ainsi pénétré à l'intérieur des institutions. Tout d'abord ils persuadent ces institutions du bien-fondé et même éventuellement de la nécessité des démarches anthropologiques, se heurtant bien souvent à des murs d'incompréhension qu'il leur faut à chaque fois réouvrir. Ensuite, nous étant glissés dans ces brèches qu'ils ont ouvertes, nous trouvons souvent en eux des chercheurs compétents qui nous laissent déployer nos méthodologies et nos hypothèses, comprennent nos hésitations, nos longueurs, nos intérêts et nos orientations et qui, de plus, nous alimentent souvent en données pertinentes.

Mais la plupart du temps le client n'est pas anthropologue et n'emploie pas d'anthropologue. Alors nous sommes avec lui les seuls juges de notre travail et, quoique l'on en dise, il serait facile, pendant un temps du moins, de profiter des multiples besoins d'un monde en mal d'expertise sur les difficultés de vivre ou obligé par les circonstances et les décrets gouvernementaux de faire appel à des expertises anthropologiques.

Cette solitude, si elle nous pèse parfois, ne nous donne pas de complexe pour autant. Tout d'abord nul n'est vraiment à l'abri de la médiocrité et nous vivons même dans un monde où la médiocrité s'est comme acquis certains droits. En effet, qui fait taire les intarissables secréteurs de livres et d'articles malhabiles, bâclés, dépassés ? Qui ose dire à un chercheur renommé que son dernier texte ne vaut pas grand chose ... Par delà les apparences trompeuses de l'écriture, sous les enjolivures de théories plus ou moins bien assimilées, derrière le jargon des spécialistes, qui décèle les lacunes d'un terrain trop vite expédié, les erreurs d'interprétation, qui prend la peine de remonter aux sources du discours de l'autre sur un Autre que l'on ignore le plus souvent ? Qui juge de l'importance d'un sujet, de l'ampleur de la réflexion, de la dilution des résultats dans des productions fragmentaires ...

Le « client », lui, a au moins certaines exigences. Nous ne parlons pas ici de ce client qui nous prendrait comme caution et n'aurait pour seule hâte que celle de reléguer notre rapport aux oubliettes ou de n'y puiser que quelques phrases pour les utiliser hors de leur contexte. Nous parlons d'un client qui cherche réellement à comprendre une situation. Avec lui pas de jargon possible. Pas de faux-fuyant non plus car, sans être anthropologue, il a souvent de l'expérience et, derrière lui, les années de réflexion sur un

problème donné. Il ne joue pas avec la recherche, il pense qu'il en a réellement besoin. Dans de telles circonstances, il n'y a pas tellement d'abri pour le consultant et pas beaucoup de place pour la médiocrité.

Mais un autre rempart contre la médiocrité, c'est le chercheur, les standards qu'il se fixe lui-même et les moyens qu'il prend pour vérifier son travail. Chacun en effet a un réseau de collègues qu'il estime et qu'il peut consulter à l'occasion. De plus, les communautés concernées par nos travaux sont informées de ce que nous faisons, reçoivent nos rapports et les discutent à l'occasion. Il ne serait donc pas anormal qu'une firme privilégie la qualité. Bien sûr cela l'obligerait à limiter le nombre de ses contrats, ce qui pourrait la mettre en péril. Mais d'un autre côté, la qualité peut être vue comme un investissement pour le futur, comme garante de nouveaux contrats. Si donc les pairs nous font parfois défaut, il ne faut pas croire pour autant que nous évoluons dans un monde où la médiocrité soit facile à camoufler ni même rentable. Nous sommes balisés par la perspicacité de nos clients, par la nécessité d'assurer notre avenir et par nos propres standards qui nous poussent souvent à nous acharner sur des détails dont nous sommes seuls à voir l'importance. Qui sait si tous nos collègues ont la chance d'avoir autant de garde-fous ? Il nous faut d'ailleurs saluer ici ceux qui, malgré le cadre universitaire ou autre dans lequel ils exercent leur profession, réussissent à maintenir leurs travaux au-dessus de cette médiocrité qui nous guette tous. C'est leur fidélité à leur définition de la recherche anthropologique et leur détachement aussi qui leur permettent de se maintenir ainsi à contre-courant. S'ils restent créateurs et productifs, c'est au prix d'efforts ou de ruses qui forcent l'admiration.

Au chapitre de nos balises, ajoutons que, de par sa nature même, la firme ne refait jamais deux fois la même chose. Ses membres doivent être polyvalents et imaginatifs. Rien ne leur est jamais donné d'avance. Pour chaque nouveau contrat, il faut bâtir des cadres de référence, des modèles différents, à chaque fois, il faut plonger dans le vide et en revenir avec quelque chose de présentable. Il n'est donc pas question pour nous de nous endormir à la tâche ce qui, en soi, constitue, nous semble-t-il, une autre barrière contre la médiocrité. Dans ces conditions et avec un peu de chance, est-il irréaliste de penser que l'anthropologie puisse s'enrichir des travaux qui s'effectuent dans une firme telle que la nôtre ?

☒ **Le plus vieux péché du monde**

En supposant même que l'on réussisse dans le cadre d'une firme à ne pas faire de l'anthropologie à rabais, n'est-on pas obligatoirement amené à faire taire sa liberté de pensée ? Le chercheur qui doit vendre sa recherche pour vivre ne se vend-il pas lui-même par la même occasion ? C'est en ces termes simplistes que l'on pose bien souvent un problème réel mais vieux comme le monde. Aussi vieux en fait que l'existence d'êtres qui ne produisent pas eux-mêmes leur nourriture mais qui ont besoin de manger et d'être

à l'abri pendant qu'ils produisent autre chose, notamment des idées. Ici nous aurions presque envie de nous excuser d'avoir à revenir sur ce sujet et d'énoncer des évidences mais il semble que rares sont ceux qui réussissent à porter sur le monde un regard autre que dichotomisant.

Pour poser différemment et simplement la question du rapport entre l'anthropologue et ses conditions de travail, qu'on imagine ce clochard new-yorkais interviewé la veille de Noël par un journaliste de la chaîne américaine de télévision ABC et déclarant, alors qu'il était allongé, grelottant sur une feuille de carton dans le fond d'une ruelle morbide : « Je suis en train d'écrire un grand livre de philosophie. Ça n'avance pas beaucoup parce que sans chaleur et sans bureau pour écrire, c'est difficile ».

La réalité est là, que l'on occulte trop souvent : nous avons tous besoin de chaleur et de sécurité pour produire. Or, qui sera le bailleur de ce confort minimum nécessaire à tout être humain ? Nous savons tous que les premiers anthropologues jouissaient de fortunes personnelles qui leur permettaient de se consacrer à leur passion marginale. Faute de fortune, il y avait le mécénat privé et, dans des temps plus anciens la protection royale. Or il n'y a eu ni fortunes personnelles ni mécènes ni rois capables d'entretenir plusieurs dizaines de milliers d'intellectuels. Alors on triait les candidats sur le volet et l'on attendait d'eux qu'ils donnent la pleine mesure de leur talent. Marguerite Yourcenar (1980) se remémore avec nostalgie ce passé récent où le meilleur gagnait. C'était l'époque où, aristocrate de la raison et de la déraison, l'intellectuel était aussi un aristocrate du portefeuille, libre de penser et de dépenser à sa guise. Nous n'avons pas à regretter ces anciens temps. Admettons toutefois que les réserves personnelles des penseurs d'aujourd'hui, ce sont les coffres de l'État. Ce dernier est un mécène relativement démocratique puisque, entre autres choses, il a multiplié le nombre des penseurs, noyé les aristocrates de l'esprit dans un océan d'intellectuels moyens.

Or, il est remarquable de constater à quel point ces intellectuels en sont venus à oublier le lien qui existe entre eux-mêmes, leur salaire, leur bien-être d'une part et l'État d'autre part. D'après nous, à moins d'être capable de subvenir soi-même à ses besoins, nul n'est entièrement libre. Nous ne prétendons pas l'être en travaillant dans une firme. Nous pouvons cependant appliquer à notre cas ce que tout économiste indépendantiste se plairait à proposer pour son pays : mieux vaut 15 pays investisseurs qu'une relation unique avec les États-Unis, mieux vaut 15 contrats avec des organismes différents qu'un salaire provenant d'une source unique. Cela nous permet au moins de refuser les contrats qui, pour une raison ou pour une autre, ne nous plaisent pas.

Et nous dirions autre chose : au *Centre de recherche et d'analyse en sciences humaines*, la question de l'origine, du flux, du débit, de la quantité d'argent est d'une quotidienneté désarmante. Il n'est pas possible pour nous d'oublier que nous gagnons notre vie. Gramsci soutenait (bien solitairement)

que l'intellectuel a au moins un devoir, celui de maintenir un lien organique avec le peuple. Cela signifie que cet interprète des réalités historiques et sociologiques doit se rattacher d'une façon ou d'une autre à la condition réelle d'existence de tout un chacun (Gramsci 1975). Or, que fait-il ce peuple ? Il travaille, entreprend, chôme, consomme, joue, risque, gagne et perd sa vie. Que l'intellectuel soit dans la même situation ne peut que le rendre moins suspect aux yeux de ceux qu'il étudie. Mais, ainsi que le souligne Debray, l'intellectuel a plutôt la manie de se dissocier de l'univers social qu'il évalue et critique. Il se place lui-même au-dessus du monde en un lieu à partir duquel il peut se permettre de dénoncer l'injustice, de critiquer l'État, d'en mépriser les représentants tout en profitant, bien sûr, de leurs services (Debray 1980: 121). Il peut, du haut de sa grandeur, décider où se trouve la liberté de pensée. Il sait de science certaine et jamais vérifiée que le chercheur qui vit de son travail se lie sans pudeur à celui qui le paye. Il ne se demande pas ce qui se passe lorsqu'un « méchant » vous paie pour penser librement ou lorsqu'un « bon » vous soudoie pour produire des idées qu'il n'a pas et qu'il devrait avoir. Il nie la présence au sein des organismes gouvernementaux comme partout ailleurs d'individus relativement autonomes et qui s'interrogent comme tout le monde sur le type de société que l'on pourrait s'inventer.

Il est toujours plus simple de se dire à l'abri de toute compromission. On entend même certains insinuer qu'ils sont sous constante surveillance policière parce qu'ils ont l'audace d'être de gauche ou de « déranger » le Pouvoir. D'aucun pourraient s'étonner qui voient pourtant ce même Pouvoir les maintenir au sein des universités, leur fournir papier et crayons nécessaires à la mise en forme de leurs idées révolutionnaires, leur offrir en prime un public bienveillant d'étudiants et subventionner leurs travaux. La surveillance policière pourrait leur paraître incongrue quand la cage dorée suffit largement à encadrer leur production de professionnels de l'idéologie. Par contre, grâce à cette paranoïa, s'ouvre devant eux la voie royale du confort et de la médiocrité sublimée.

Travailler dans une firme, c'est sans doute avoir les deux pieds dans la boue mais, si tout le monde vit dans cette boue, si la société est ainsi faite, en tant qu'anthropologues, elle nous intéresse au plus haut point et mieux vaut en connaître la texture, la couleur et l'odeur que de faire semblant de ne pas en être.

Un autre lieu commun consiste à dire que celui qui vend sa recherche peut bien en même temps vendre ceux dont il a étudié, décortiqué, décodé les derniers moyens de défense. On se remémore les accointances de l'anthropologie avec les impérialismes militaires et culturels de notre siècle et l'on en a des frissons dans le dos. D'autant que rien ne nous permet de soutenir que ce qui se faisait hier ne se fait plus aujourd'hui. Ce serait plutôt le contraire. Ce qui hier était un cas particulier est devenu aujourd'hui une routine. La sociologie et l'anthropologie demeurent en principe des sources importantes de renseignements sur des populations ou des groupes sociaux

donnés. Quiconque publie, informe. Et nos informations sont à la portée de la première mauvaise oreille venue. Point n'est besoin de « signer un contrat » pour informer le dictateur. Ce dernier n'a qu'à lire ce qui se publie en sciences humaines. En réalité, il n'a même pas à le faire s'il est encore vrai qu'il y a plus d'informations sociologiques dans les reportages du Time que dans toutes les revues scientifiques de sociologie réunies (Andreski 1972: 123).

Insensibles à ce genre de remarque qu'ils choisissent de prendre pour des railleries, sociologues et anthropologues préfèrent croire à la très grande originalité de leurs travaux. Ils s'inventent, une fois de plus un monde de « purs », ceux qui ne pactisent pas avec le pouvoir, ne livrent rien de compromettant sur les populations étudiées et même mettent toutes leurs énergies au service des intérêts bien compris de ces populations ou de leurs organisations officielles. Le simplisme conduit malheureusement à l'obscurantisme et il est normal, dans cette noirceur, de statuer une fois pour toutes sur les mercenaires de la recherche, de les soupçonner de faire n'importe quoi, des travaux payants, utiles au Pouvoir : « Cachez ce contrat que je ne saurais voir ». Comme si toute anthropologie n'était pas, en soi, un pacte avec un pouvoir quelconque, comme s'il était nécessaire de soudoyer des anthropologues verveux pour forcer des secrets qui n'en sont pas dans un monde où tout peut se savoir.

Il faut reconnaître que l'anthropologie nage en pleine ambiguïté. Tant que les anthropologues seront des êtres humains et donc, auront besoin d'un salaire pour vivre, tant que ce salaire leur viendra de l'État ou d'un prolongement de celui-ci, ils seront tous, à l'université ou dans la rue, des collaborateurs du système. Tant qu'ils écriront et publieront, ils fourniront à ceux qui en veulent, des munitions contre les populations qu'ils contribuent à faire connaître.

Nous n'avons pas de réponse simple à donner pour résoudre cette ambiguïté, pas de solution magique pour empêcher que l'expertise anthropologique ne serve des intérêts avec lesquels nous ne serions pas d'accord. Mais le fait de travailler dans une firme ne nous place pas dans une situation pire que celle de nos collègues. Ainsi que nous l'avons vu, cela nous permet au contraire de diversifier nos sources de financement. Cela nous permet aussi de travailler pour différents paliers de décision et de diversifier ainsi le type de personnes qui reçoivent de l'information, de faire circuler davantage celle-ci et dans des milieux où elle ne se rend pas d'ordinaire. De plus, la multiplicité des contrats nous oblige à rester alertes. C'est à chaque fois, chaque nouveau dossier, que nous avons à discuter de notre engagement et, outre le fait que nous refusons des contrats, il nous arrive de faire modifier les clauses de certains autres pour qu'ils respectent ce que nous estimons être l'éthique de notre profession. Enfin, en tout temps nous nous sentons responsables de nos méthodes. Cela, bien sûr, ne résoud pas le problème de l'ambiguïté. Disons seulement que notre insécurité matérielle qui pourrait nous amener à maintes compromissions nous a plutôt empêchés jusqu'à

maintenant de tomber dans cette semi-somnolence et dans ces douces certitudes propices, justement, à bien des concessions. Le doute, Marx le disait à ses enfants, est la plus belle disposition de l'être humain.

☒ La vie quotidienne

Ayant examiné ces quatre années de production et ayant dit ce que nous pensons d'une recherche qui, comme toute recherche anthropologique, pactise avec des pouvoirs, nous voudrions maintenant, en un dernier regard derrière nous, répondre à la question qui nous est souvent posée du pourquoi. Pourquoi des anthropologues choisissent-ils un tel lieu pour faire de l'anthropologie ?

Ici, mille et un mensonges sont possibles qui tous seraient plus plausibles les uns et les autres. Peut-être est-ce lorsque nous sommes au plus profond de nos incertitudes, quand face à un contrat qui vient d'être signé nous éprouvons soudain la crainte de n'en jamais venir à bout, que notre situation nous apparaît le plus clairement : tout cela n'est qu'un gagne-pain comme un autre. Rien de bien glorieux. Rien qui puisse révolutionner le monde. Un honnête et laborieux gagne-pain.

Les uns nous soupçonnent sans doute de « faire notre beurre » allègrement sur le dos des autres puisque la consultation, tout le monde le sait, enrichit rapidement son homme (et sa femme parfois, quoique plus rarement). D'autres s'étonnent que nous soyons encore en vie. Ils nous imaginent sans cesse au bord de la faillite. La question donc se pose : en fin de compte, notre choix est-il financièrement intelligent ?

Il est difficile de répondre à cette question. Le jour où la firme a été créée, nous avons mis le pied dans le monde peu chaleureux des « affaires » où tout se juge sur bilan, où l'on raye de la carte, sans autre forme de procès, toute entreprise qui ne fait pas de profit. En fait, nous sommes classés tant auprès des banques qu'auprès de certains de nos fournisseurs, comme une compagnie à risque élevé et ce, quelle que soit la façon dont nous payons nos comptes. Pour ceux qui font métier de réaliser des profits, l'anthropologie ne pèse pas très lourd, autant dire qu'elle n'existe pas. Nous avons eu à vivre quelques cas de ce que l'on pourrait appeler de la discrimination, de ces situations absurdes où un monde qui joue dur et ne s'est pas gêné pour étrangler plus d'une PME, a tenté de nous faire comprendre que c'est par charité qu'il nous fait une place en marge de ses activités. L'argent n'a pas d'odeur, dit-on. Grave erreur ! Il faut savoir que l'argent n'est rien sans la confiance, que la confiance se bâtit à partir des préjugés d'une société et que, dans la nôtre, l'anthropologue s'apparente davantage au poète qu'au professionnel sérieux. Ceci étant dit, il est évident que si nous affichions d'importants profits, nous finirions par être choyés de tous. Or, ce n'est pas le cas. Pire encore, ce n'est pas vraiment ce que

nous visons puisqu'il s'agit pour nous, et très prioritairement, non pas de faire des profits, mais de gagner notre vie dans un cadre qui nous convient.

En ce domaine nous ne sommes pas seuls et, quoique l'on en pense, pas très originaux. Dans un numéro de 1981 sur ce qu'elle appelle les « nouveaux entrepreneurs », la revue *Autrement*, sous la plume de Bruno Tilliette, écrit :

Il est important de dire et de montrer que ce qui, il y a quelques années, tenait plus de l'expérimentation de laboratoire et était perçu, dans les circuits économiques classiques, comme illusion ou phantasme, est devenu une réalité, porteuse d'avenir. Les micro-entreprises considérées comme marginales prouvent leur vitalité et leur efficacité.

Il est essentiel de le faire savoir et aux chefs d'entreprise et cadres du secteur privé qui méconnaissent le potentiel de ces créateurs hors-normes et à toutes les professions intellectuelles dont la perception de l'entreprise reste trop souvent floue ou négative.

Tilliette 1981: 6

Au cours des années 70, les méga-projets ont fait long feu, les grands rêves d'indépendance économique et politique ont crevé comme des bulles, le chômage est devenu une réalité pressante, l'individu s'est fatigué d'avoir à survivre au sein de fourmilières qui tuent son initiative et le lessivent jusqu'à ce qu'il ressemble à son voisin. Dans ce contexte, la mini-entreprise apparaît comme une solution à la fois viable sur le plan économique et salvatrice sur le plan de l'équilibre intellectuel. Dans ses *Adieux au prolétariat*, André Gorz voit la société future comme

(...) une nébuleuse d'individus changeants pour lesquels la grande affaire n'est pas de prendre le pouvoir afin de bâtir un monde, mais de reprendre chacun le pouvoir sur sa propre vie en la soustrayant à la rationalité productiviste et marchande.

Cité par Chancel et Tixier 1981: 20

Le *Centre d'analyse et de recherche en sciences humaines* n'est donc pas un épiphénomène, mais l'expression de courants qui traversent notre société et qui probablement vont multiplier à l'avenir ce genre d'entreprise.

Nous ne ferons pas ici l'analyse de ce que sont et pourraient devenir celles-ci. Relevons cependant quelques caractéristiques qui nous frappent quand nous réfléchissons sur nous-mêmes mais que relèvent aussi les analystes de la nouvelle entreprise.

Tout d'abord le surcroît de travail. Le numéro de la revue *Autrement* est très justement intitulé : « Dix heures par jour ... (avec passion) ». Après que l'on ait tant parlé de civilisation du loisir et tandis que le chômage est omniprésent, il est paradoxal de constater que dans bien des secteurs on ne manque pas de travail d'une part, mais aussi que pour réussir à vivre il faut renoncer à une grande part de ces loisirs que l'on avait cru acquis. Travailler plus que d'autres est certainement notre lot quotidien à tel point que la

lassitude est devenue notre obsession et que nous regardons comme des êtres bizarres ceux qui nous parlent de leurs fins de semaine de ski de fond ou de leurs soirées au cinéma. Nos activités à l'intérieur de la firme dévorent notre temps sans que nous nous en apercevions vraiment. Il faut les paroles d'enfants fatigués de nous attendre tard le soir ou d'avoir, pour nous rejoindre, à se frayer un chemin au travers de nos papiers, pour nous faire réaliser l'absurdité d'une vie trop vite brûlée. Car nous nous essouffons, c'est évident. Produire continuellement et dans des domaines relativement différents demande une attention qui ne peut se relâcher. Or, il faudrait avoir le temps de faire le point, de se recycler, de se tenir au courant des dernières publications dans les secteurs qui nous intéressent. Bref, ces haltes qui, en d'autres lieux sont prévues par le biais de mois de vacances et d'années sabbatiques manquent cruellement à ceux qui, dans le cadre d'entreprises, prétendent jouer sur le terrain de la recherche. Ce ne serait, ce n'est, qu'à coup de vie familiale, de loisirs et de nuits sacrifiées que nous pourrions ou pouvons y arriver. Chaque article, chaque participation à un congrès, chaque direction de thèse, chaque recension de livre qui nous détournent de nos obligations contractuelles nous mettent en retard et réduisent nos revenus. Et pourtant, comment y renoncer ? Nous avons fait le pari que l'on peut être chercheur et entrepreneur et même si pour l'instant la preuve n'en est pas entièrement faite, le dernier mot n'est pas encore dit.

Donc une entreprise qui nous fait vivre et qui en fait vivre d'autres mais qui ne nous permet pas de dépasser une relative modestie. Une entreprise de plus qui ne nous laisse aucun temps libre et nous épuise littéralement sans nous permettre de nous oxygéner sur le plan intellectuel. Pourquoi, dans ce cas, s'acharner à continuer ? Que nous offre la firme de particulier ? Outre le fait que nous espérons bien en arriver un jour à une vie plus équilibrée, il faudrait parler ici de choses aussi peu tangibles, aussi gênantes peut-être, que l'enthousiasme et la convivialité, le plaisir des défis cent fois relevés et de la créativité, la liberté de la marginalité, la volonté de créer ses propres conditions et instruments de travail. Il nous faudrait donc décrire notre vie quotidienne.

En fait, nous ne sommes ni « dans les affaires », ni dans les « professions intellectuelles » mais à la marge des unes et des autres dans une sorte d'artisanat. Toujours sur le qui vive, jamais sûrs du lendemain. À la fin de l'hiver, quand les contrats sont en voie d'achèvement, il faut une certaine dose d'optimisme pour se dire que nous en trouverons d'autres et que nous serons toujours là l'été suivant. Et pourtant, chaque printemps ramène sa brassée de projets comme autant de preuves de confiance et d'affirmation de notre vitalité.

Après avoir négocié et obtenu ces contrats, de nouveau nous sommes sur la corde raide. Car comme nous l'avons déjà dit, bien souvent tout est à faire : données à rassembler, cadre théorique à formuler, présentation à imaginer. Et à chaque fois la question se pose de savoir si nous réussirons à livrer à temps une recherche cohérente et globale. On s'y met doucement,

à tâtons. Avec toujours les mêmes vieux outils : du bon sens, de la curiosité, de la ténacité, du désespoir. D'aucuns y ajouteraient notre expertise mais n'est-elle pas incluse dans le bon sens ... On erre, on fouille, on se perd car le plus souvent nous nous retrouvons dans la situation d'explorateurs de terres nouvelles. En marge de nos collègues, nous créons notre propre espace et, par le fait même, nous ouvrons à l'anthropologie des domaines qu'elle n'a pas encore exploités. Parfois s'ajoute au plaisir de la recherche celui d'être seuls au volant d'un véhicule qui survole des terres non encore balisées. Probablement qu'alors transparaît dans ce que nous faisons et rédigeons la crainte de nous tromper et le plaisir d'en prendre le risque. Ces domaines que nous parcourons ne nous intéressent pas tellement en eux-mêmes. Nous laisserions bien volontiers s'y installer qui voudrait. Notre plus grand plaisir nous le tirons du voyage lui-même, surtout s'il se fait dans l'inconnu. Les jours suivants d'autres thèmes sont abordés qui sont sources d'incertitudes et de joies nouvelles. Et c'est ainsi que, de projet en projet, nous ne risquons pas de nous laisser saisir par l'ennui. Nous continuons inexorablement à polir nos travaux comme autant de petits objets aussi bien tournés qu'inutiles. Nous refaisons les gestes anciens de l'anthropologie qui, lorsqu'elle n'est pas collaboration à un système avide de contrôler tout ce qui vit, est un luxe aussi passionnant qu'inutile.

De cette ambiguïté vient cette sorte de rire que l'on nous reproche parfois. Nous savons trop à la fois la nécessité et l'inutilité de tous ces rapports que nous empilons les uns par dessus les autres et par contre-coup des longues heures passées à les produire, pour ne pas rire de nous-mêmes et de notre acharnement à les soigner comme des œuvres originales. C'est quand refait surface, comme une fatalité, la certitude de cette absurdité que nous nous savons artisans uniquement occupés à gagner notre vie. Nous savons alors que la firme est notre source de revenu — la seule dans l'immédiat — et que rien ne nous autorise à la saborder. Travailler pour vivre, voilà essentiellement ce que nous faisons comme tout un chacun probablement. Et nous fabriquons des produits relativement inutiles qui ne changeront rien aux règles du jeu de notre société. Pourtant, et c'est là que nous sommes marginaux sans doute, c'est avec beaucoup de sérieux que nous créons ces produits car, pour nous comme pour tout artisan, l'important c'est la qualité, la précision, l'amour du métier. Contrairement à bien d'autres qui travaillent dans des firmes autrement plus importantes que la nôtre, nous tenons à notre travail et si nous signons tout ce que nous écrivons c'est que pour nous comme pour les luthiers, les tourneurs sur bois, les réentoileurs, les compagnons charpentiers « le rapport entre l'objet créé et le créateur demeure essentiel » (Dulau 1981: 195). Ce rapport que les Grecs appelaient « poïsis » et que l'on tente de retrouver aujourd'hui en passant lentement d'une société de production à une société de création (Gaudin, 1981: 33) nous définit probablement mieux que nos produits eux-mêmes.

Dans ce rapport intime avec ce qu'il produit sans arrêt, l'artisan équilibriste de la firme est infiniment seul, à la fois sans illusion et pourtant illusionniste, sans autre filet que celui que tissent autour de lui les autres artisans

de ssDcc. Et c'est là l'un des autres aspects de notre entreprise. S'il est vrai que nos plus grandes peurs et nos plus grands plaisirs nous les vivons face à nous-mêmes quand nous ne sommes pas sûrs de pouvoir maîtriser un sujet ou quand nous avons enfin l'impression de le mieux comprendre, il est vrai aussi que nous avons dans les bureaux voisins des épaules amies, des compli- cétés et que rien de tout cela ne serait vivable sans cette sorte de convivialité, sans ce compagnonnage quotidien. Il nous garantit contre nous-mêmes et nous apporte cette chaleur, cette sécurité (cette tendresse) sans lesquelles créer serait infiniment plus douloureux et gagner sa vie infiniment plus absurde.

☐ Conclusion

Disons, avec Casamayor (1983), que nous n'avons pas de morale. Nous n'avons que des préférences. Nos goûts sont simples et vieux comme le monde : nous occuper à quelque chose entre notre naissance et notre mort, cheminer en bonne compagnie, comprendre et vivre au cœur des choses en privilégiant les paroles des gens qui vivent ou ont vécu au détriment de la Parole des Grands Compétents qui jugent ou ont jugé.

Nous préférons les histoires à l'Histoire, les images et les vérités à l'Image de la Vérité.

RÉFÉRENCES

ANDRESKI S.

1972 *Social Science as Sorcery*. Manchester: C. Nicholls and Co. Ltd. Penguin Books.

BOUCHARD S. et S. Vincent

1982 *Pour parler des Amérindiens et des Inuit. Guide à l'usage des professeurs du secondaire*. Québec: Gouvernement du Québec, Ministère de l'Éducation.

BOUQUIAUX L.

1982 *Des chercheurs sans chaise longue. Plaidoyer pour les sciences molles*. Paris: Atelier Alpha Bleue.

CASAMAYOR

1983 *...et pour finir, le terrorisme*. Paris: Éditions Gallimard, Coll. Problèmes et documents.

CHANCEL J. et P.E. Tixier

1981 « La nouvelle entreprise, une aventure moderne et intéressante », *Autrement* no 36: 16-22.

DEBRAY R.

1980 *Le scribe, genèse du politique*. Paris: Grasset et Fasquelle, Biblio essais.

DULAU R.

1981 « Métiers d'art, métiers durs », *Autrement* no 36: 194-199.

GAUDIN T.

1981 « De la société de production à la société de création », *Autrement* no 36: 23-36.

GRAMSCI A.

1975 *Gramsci dans le texte*. Paris: Éditions sociales.

MAGAZINE LITTÉRAIRE

1983 « Sciences humaines : La crise », *Magazine littéraire* no 200/201.

TILLIETTE B.

1981 « Des entreprises à quatre dimensions », *Autrement* no 36: 5-7.

YOURCENAR M.

1980 *Les yeux ouverts, entretien avec Mathieu Calley*. Paris: Éditions du Centurion.